

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 12/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GREEN PACK

674 rue Jeanne la Lorraine
76850 Bosc-le-Hard

Références : UDRD-2024-06-T-424
Code AIOT : 0005800685

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'ancien établissement GREEN PACK implanté 674, rue Jeanne la Lorraine 76850 Bosc-le-Hard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 21 mai 2024 a été réalisée dans le cadre de la préparation de l'intervention de l'ADEME (phase 3) sur la gestion des déchets conditionnés restants, la vidange des fosses, le démantèlement de la chaîne de prélavage des fûts et de pressage des fûts, la vidange et le curage des lagunes biologiques, et la réalisation d'une interprétation de l'état des milieux (AP Travaux d'Office du 05/12/2023).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GREEN PACK
- 674, rue Jeanne la Lorraine 76850 Bosc-le-Hard

- Code AIOT : 0005800685
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Green Pack exploitait une usine dont l'activité était la rénovation d'emballages métalliques et plastiques souillés par des substances dangereuses. Cette activité était réglementée au titre de la législation ICPE. La société a été placée en liquidation judiciaire en novembre 2013 et radiée le 24 septembre 2020.

Le site est la propriété de la SCI O.L.C Activités, dont le gérant, M. Olivier Durand, était l'ancien dirigeant de la société GREEN PACK.

En l'absence de responsable solvable, la mise en sécurité du site a été confiée à l'ADEME.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués – Cessation d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site présente des dangers significatifs pour d'éventuels promeneurs / enfants venant jouer au sein des bâtiments.

Le site n'étant pas clos, avec des structures instables avec risque de chutes, il y a lieu, pour le propriétaire du terrain, de procéder à la mise en place de mesures visant à prévenir et à empêcher l'accès au site industriel (ex : pose de clôtures et de panneaux d'information "défense d'entrée", "bâtiments instables", etc.) et à garantir la mise en sécurité (mise hors tension électrique, couverture des fosses, etc.).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Accessibilité au site
Prescription contrôlée : Art. R.512-39-1 CE [Version en vigueur du 12 juillet 2011 au 01 juin 2022] I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

Constats :

Lors de la présente visite d'inspection, il a été constaté :

- que le site est fréquenté par des personnes (portes de bâtiments ouvertes, présence de graffitis à de nombreux endroits du site (murs de bâtiments, cuves, ...) ;
- des dégradations par endroit sur les façades et sur les toitures menaçant de tomber ;
- la disparition de plusieurs plaques métalliques recouvrant des fosses au sol ;
- l'absence de clôture en limite de propriété du côté des lagunes ;
- le maintien de la mise sous tension du local électrique haute-tension.

Ces constats ne permettent pas de garantir la mise en sécurité du site puisque le site est accessible et qu'il présente encore des risques pour les éventuelles personnes, voire les enfants, qui fréquenteraient les bâtiments.

À noter: un incendie postérieur à la présente inspection du transformateur électrique est survenu le 04/06/2024, lequel a été rapporté à l'inspection des installations classées.

Le site industriel n'étant pas clos, avec des structures instables présentant des risques de chutes, il y a lieu, pour le propriétaire du terrain, de procéder à la mise en place de mesures visant à prévenir et à empêcher l'accès au site industriel et à mettre en sécurité le site (mise hors-tension électrique, clôture, couvertures des fosses, etc.).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois